CONTRÔLEUR DES FINANCES PUBLIQUES · ÉPREUVE N° 2 · OPTION QRC

Comptabilité et analyse financière

Une fiche méthode pour bien rédiger ses réponses, puis tout le programme de l'option en 11 fiches de deux pages : les écritures types, les formules, les pièges, 55 questions à réponse courte corrigées, puis les sujets officiels (zéro et 2026) corrigés.

A · TRADUIRE L'ACTIVITÉ

- C1 Partie double, compte et journal
- C2 Achats, ventes, avoirs et règlements
- C3 Le mécanisme de la TVA
- C4 Investir et se financer

B · LES TRAVAUX DE CLÔTURE

- C5 Stocks au coût moyen pondéré et régularisations
- C6 Amortissements et cessions d'immobilisations
- C7 Les dépréciations d'actifs

C · UNE ENTREPRISE PERFORMANTE

- C8 Soldes de gestion et capacité d'autofinancement
- C9 Rentabilité et affectation du résultat

D · E · STRUCTURE ET COÛTS

- C10 Fonds de roulement, BFR, trésorerie et ratios
- C11 Seuil de rentabilité et point mort

ANNALES · SUJETS CORRIGÉS

- A1 Le sujet 2026 corrigé
- A2 Le sujet zéro corrigé

Ressource gratuite. Ce pack est diffusé bénévolement pour aider les candidats. Vous pouvez le partager librement ; il ne peut pas être vendu.

L'Essentiel Concours

Conforme au programme de l'arrêté du 1er juillet 2024.
Numéros de comptes du plan comptable général.
Initiative indépendante : ce document n'est pas une publication officielle de la DGFiP.

Version 1.1 · novembre 2026

Licence CC BY-NC-ND 4.0 · L'Essentiel Concours

contact@lessentiel-concours.fr

Réussir une QRC de comptabilité

Lire la consigne, poser le calcul, présenter l'écriture, conclure

Ce qu'est une QRC. Une question à réponse courte appelle une réponse **précise et complète en quelques lignes**, pas une dissertation. Le correcteur cherche des éléments attendus : la bonne notion, la bonne formule, le bon chiffre, le bon compte. Tout ce qui n'en fait pas partie coûte du temps sans rapporter de points.

Le format réel : en 2026, **trois exercices** à traiter dans l'ordre de votre choix, sans limite de lignes (voir les fiches A1 et A2). Les questions de cours, elles, restent courtes : le guide officiel parle d'une quinzaine de lignes. Les calculs doivent figurer sur la copie. Le barème détaillé n'est pas publié : les autres repères de cette fiche sont des conseils.

1 · Le verbe de la consigne décide de la réponse

Consigne	Ce qui est attendu	Forme conseillée
Définissez	La notion, son rôle, éventuellement sa formule	Deux ou trois phrases
Calculez	Formule, application chiffrée, résultat avec son unité	Trois lignes de calcul et une phrase
Enregistrez, passez l'écriture	Comptes numérotés et intitulés, montants équilibrés	Une écriture au journal
Distinguez	Le critère qui sépare les deux notions	Une phrase par notion, avec le critère
Commentez, appréciez	Un jugement chiffré et justifié	Résultat, comparaison à un repère, conclusion
Proposez	Des solutions concrètes et argumentées	Deux mesures, chacune avec son effet

2 · Poser un calcul qui rapporte tous les points

1. **La formule en toutes lettres :** rentabilité financière = résultat net ÷ capitaux propres. Même si le chiffre final est faux, la formule montre que la notion est maîtrisée.
2. **L'application chiffrée :** 24 000 ÷ 200 000. Le correcteur suit votre raisonnement et peut retrouver une erreur de recopie.
3. **Le résultat avec son unité :** 12 %, 45 jours, 250 000 €. Un nombre sans unité est une réponse incomplète.
4. **Une phrase de lecture** quand la consigne le permet : « chaque euro apporté par les associés rapporte 0,12 € ».

3 · Présenter une écriture au journal

Indiquez la **date** et un **libellé** ; pour chaque ligne, le **numéro et l'intitulé** du compte. Les comptes débités viennent en premier, les comptes crédités en retrait. Vérifiez que **total débit = total crédit**, et séparez bien HT, TVA et TTC. Une écriture déséquilibrée signale immédiatement une erreur au correcteur.

4 · Gérer son temps sur l'épreuve

Notre conseil : bouclez le QCM en 45 minutes et gardez **1 h 15** pour les 3 exercices, soit environ 25 minutes chacun. Lisez toutes les questions avant d'écrire. Traitez d'abord celles que vous savez faire, en notant le numéro de chaque question. Proportionnez votre temps aux points annoncés sur le sujet. Gardez quelques minutes à la fin pour vérifier unités, comptes et équilibre des écritures. Vérifiez aussi sur votre convocation si la calculatrice est autorisée, et entraînez-vous dans les mêmes conditions.

Exemple 1 · calcul et écriture

Une machine est acquise 30 000 € HT le 1er juillet N et amortie en linéaire sur 5 ans. Calculez et enregistrez la dotation au 31 décembre N.

RÉPONSE INSUFFISANTE

« 6 000 €. Débit 681, crédit 281. »

Pas de formule, prorata oublié (la machine n'a servi que 6 mois), comptes sans intitulé et trop vagues.

RÉPONSE ATTENDUE

Annuité = valeur d'origine ÷ durée = 30 000 ÷ 5 = 6 000 €. Prorata du 1er juillet au 31 décembre : 6 000 × 6 ÷ 12 = **3 000 €**.

6811	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 000	
28154	Amortissements du matériel industriel		3 000

Formule, application, unité, prorata, comptes précis et écriture équilibrée : chaque élément attendu est visible.

Exemple 2 · notion à distinguer

Distinguez le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

RÉPONSE INSUFFISANTE

« Le fonds de roulement, c'est l'argent de l'entreprise, et le BFR, c'est ce dont elle a besoin pour fonctionner. »

Vague, sans formule, sans lien entre les deux notions.

RÉPONSE ATTENDUE

Le **FR** = ressources stables − emplois stables : l'excédent de financements durables une fois les immobilisations financées. Le **BFR** = stocks + créances − dettes circulantes : le besoin né du décalage entre décaissements et encaissements du cycle d'exploitation. Le FR finance le BFR ; la différence donne la **trésorerie nette**.

Deux définitions avec leur formule, puis le lien qui les relie : c'est ce critère que la consigne « distinguez » demande.

Exemple 3 · apprécier un résultat

Le délai clients de l'entreprise est de 75 jours ; celui de son secteur, de 45 jours. Appréciez.

RÉPONSE ATTENDUE

Les clients paient en moyenne **30 jours plus tard** que dans le secteur. Ce retard gonfle le BFR et pèse sur la trésorerie. L'entreprise devrait relancer ses clients, proposer un escompte pour paiement rapide ou recourir à l'affacturage.

Un constat chiffré, sa conséquence financière, puis une piste d'action : « apprécier » demande un jugement, pas seulement un chiffre.

Avant de rendre, vérifiez : chaque réponse porte son numéro · chaque calcul a sa formule et son unité · chaque compte a son numéro et son intitulé · chaque écriture est équilibrée · HT, TVA et TTC ne sont pas confondus · aucune question n'est laissée blanche, une formule juste rapporte déjà des points.

Partie double, compte et journal

Le langage de base : chaque opération s'enregistre deux fois, au débit et au crédit

Le principe de la partie double. Toute opération touche au moins deux comptes : l'un est débité, l'autre crédité, pour un même montant. À tout moment, le total des débits égale le total des crédits.

Le compte se présente en « T » : à gauche le **débit**, à droite le **crédit**. Son solde est la différence entre les deux : débiteur si les débits l'emportent, créditeur dans le cas contraire.

La règle d'enregistrement. Au débit : ce qui augmente l'actif (un bien, une créance, la banque) et les charges. Au crédit : ce qui augmente le passif (capital, dettes) et les produits. Une diminution s'enregistre du côté opposé.

Le plan comptable général : les sept classes

Classe	Contenu	Exemples de comptes
1	Capitaux propres, emprunts	101 Capital · 106 Réserves · 164 Emprunts
2	Immobilisations	211 Terrains · 2154 Matériel industriel · 2183 Matériel de bureau et informatique
3	Stocks	31 Matières premières · 37 Marchandises
4	Tiers	401 Fournisseurs · 411 Clients · 445 État, TVA
5	Financiers	512 Banque · 530 Caisse
6	Charges	607 Achats de marchandises · 641 Rémunérations du personnel
7	Produits	701 Ventes de produits finis · 707 Ventes de marchandises

Les classes 1 à 5 forment le **bilan**, photographie du patrimoine à une date. Les classes 6 et 7 forment le **compte de résultat**, film de l'activité de l'exercice : résultat = produits − charges.

Du journal à la balance

Le journal enregistre les opérations dans l'ordre chronologique : date, comptes débité et crédité, libellé, montants. **Le grand livre** regroupe ensuite les écritures compte par compte. **La balance** liste tous les comptes avec leurs totaux et soldes : elle permet de vérifier l'égalité des débits et des crédits.

Compte	Intitulé · 1er mars : apport en capital de 50 000 € déposé en banque	Débit	Crédit
512	Banque	50 000	
101	Capital		50 000

L'astuce rapide · Avant d'écrire, posez deux questions : « qu'est-ce que l'entreprise reçoit ? » (au débit) et « qu'est-ce qu'elle donne ou doit ? » (au crédit). Puis vérifiez que les deux colonnes s'équilibrent.

Les pièges classiques

Croire que « débit » veut dire « argent qui sort » : en comptabilité, débiter la banque signifie au contraire que de l'argent y entre.

Confondre le point de vue : on écrit toujours du point de vue de l'entreprise, jamais de la banque ou du client.

Oublier qu'une écriture doit s'équilibrer : si les débits ne valent pas les crédits, l'écriture est fausse.

Mélanger bilan et résultat : un achat de machine est une immobilisation (classe 2), pas une charge (classe 6).

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes, écriture comprise

1. Énoncez le principe de la partie double.

2. L'entreprise achète un ordinateur de 1 200 € (sans tenir compte de la TVA), payé par virement. Passez l'écriture.

3. Le compte 411 Clients totalise 18 000 € au débit et 12 500 € au crédit. Calculez et interprétez son solde.

4. Distinguez le bilan et le compte de résultat.

5. Indiquez la classe et la nature des comptes 411, 607, 164, 512 et 707.

Corrigés détaillés

1. Toute opération affecte **au moins deux comptes**, l'un au débit, l'autre au crédit, pour un **même montant** : le total des débits égale toujours celui des crédits.

2. Débit **2183** Matériel de bureau et informatique 1 200 ; crédit **512** Banque 1 200. L'ordinateur est une immobilisation, car il sert durablement.

3. Solde **débiteur de 5 500 €** (18 000 − 12 500) : les clients doivent encore 5 500 € à l'entreprise. C'est une créance, à l'actif du bilan.

4. Le **bilan** décrit le patrimoine à une date (ce que l'entreprise possède et ce qu'elle doit). Le **compte de résultat** retrace les charges et produits de l'exercice et dégage le bénéfice ou la perte.

5. 411 : classe 4, créance sur les clients. 607 : classe 6, charge d'achat de marchandises. 164 : classe 1, dette d'emprunt. 512 : classe 5, banque. 707 : classe 7, produit de ventes de marchandises.

Achats, ventes, avoirs et règlements

Lire une facture, l'enregistrer chez l'acheteur et chez le vendeur, traiter un retour

Les réductions commerciales (remise, rabais, ristourne) baissent le prix. Accordées sur la facture, elles ne s'enregistrent pas : on comptabilise directement le **net commercial**.

La réduction financière, l'escompte, récompense un paiement rapide. Elle s'enregistre : c'est un produit financier pour l'acheteur (765 Escomptes obtenus) et une charge financière pour le vendeur (665 Escomptes accordés).

La TVA se calcule sur le net financier, augmenté des frais de port facturés.

Exemple : la facture de doit n° 245

Marchandises, prix brut	2 000,00
Remise 10 %	– 200,00
Net commercial	**1 800,00**
Escompte 2 % pour paiement à 8 jours	– 36,00
Net financier (base de la TVA)	**1 764,00**
TVA 20 %	352,80
Net à payer TTC	**2 116,80**

Chez l'acheteur

Cpte	Intitulé	Débit	Crédit
607	Achats de march.	1 800,00	
44566	TVA déductible	352,80	
401	Fournisseurs		2 116,80
765	Escomptes obtenus		36,00

Chez le vendeur

Cpte	Intitulé	Débit	Crédit
411	Clients	2 116,80	
665	Escomptes accordés	36,00	
707	Ventes de march.		1 800,00
44571	TVA collectée		352,80

Les frais de port. Facturés au client, ils sont un produit pour le vendeur (7085 Ports et frais accessoires facturés). Pour l'acheteur, ce sont des frais d'achat (6241 Transports sur achats, ou inclus dans le coût d'achat).

Au comptant ou à crédit ? Payée immédiatement, l'opération passe directement par la banque (512) au lieu du compte fournisseur ou client. À crédit, le règlement ultérieur solde le compte de tiers : débit 401, crédit 512 chez l'acheteur.

La facture d'avoir sur retour de marchandises (500 € HT, TVA 20 %)

Cpte	Acheteur	Débit	Crédit
401	Fournisseurs	600	
607	Achats		500
44566	TVA déductible		100

Cpte	Vendeur	Débit	Crédit
707	Ventes	500	
44571	TVA collectée	100	
411	Clients		600

L'avoir annule tout ou partie de la facture initiale : on contrepasse l'écriture d'origine. Un rabais ou une ristourne accordés après facturation s'enregistrent au 609 chez l'acheteur et au 709 chez le vendeur.

Les pièges classiques

Enregistrer une remise accordée sur facture : elle disparaît dans le net commercial ; seul l'escompte s'enregistre.

Calculer la TVA sur le prix brut : elle porte sur le net financier, port compris.

Inverser 765 et 665 : l'escompte est obtenu par l'acheteur (produit), accordé par le vendeur (charge).

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. **Prix brut 5 000 €, rabais 5 %, escompte 1 %, TVA 20 %. Calculez le net à payer.**
2. **Pourquoi une remise accordée sur facture ne s'enregistre-t-elle pas, contrairement à l'escompte ?**
3. **L'acheteur règle par virement une facture de 2 116,80 € TTC. Passez l'écriture.**
4. **Le vendeur reçoit un retour de marchandises de 300 € HT (TVA 20 %). Passez l'écriture.**
5. **Distinguez facture de doit et facture d'avoir.**

Corrigés détaillés

1. Net commercial 4 750 ; escompte 47,50 ; net financier 4 702,50 ; TVA 940,50 ; net à payer **5 643 €**.
2. La remise est une réduction **commerciale** : le prix réel est le net commercial. L'escompte est une réduction **financière** liée au paiement : il s'enregistre en produit (765) ou en charge (665).
3. Débit **401** Fournisseurs 2 116,80 ; crédit **512** Banque 2 116,80.
4. Débit **707** 300 et **44571** 60 ; crédit **411** Clients 360.
5. La facture de **doit** constate une dette du client ; la facture d'**avoir** la diminue (retour, réduction tardive, erreur).

Le mécanisme de la TVA

Collecter, déduire, reverser : l'entreprise est l'intermédiaire de l'État

Le principe. La taxe sur la valeur ajoutée est un impôt sur la consommation. Chaque entreprise la **collecte** sur ses ventes et **déduit** celle qu'elle a payée sur ses achats ; elle reverse la différence à l'État. Au bout de la chaîne, c'est le consommateur final qui la supporte.

Les calculs. TTC = HT × (1 + taux). HT = TTC ÷ (1 + taux). TVA comprise dans un prix TTC à 20 % = TTC × 20 ÷ 120.

L'exigibilité. Pour les livraisons de biens, la TVA est due à la livraison ; pour les prestations de services, à l'encaissement, sauf option pour les débits.

Les taux en France métropolitaine

Taux	Principales opérations concernées
20 %	Taux normal : la plupart des biens et des services.
10 %	Taux intermédiaire : restauration, transports de voyageurs, certains travaux dans les logements.
5,5 %	Taux réduit : la plupart des produits alimentaires, livres, certains travaux de rénovation énergétique.
2,1 %	Taux particulier : médicaments remboursables, publications de presse.

Les comptes de TVA

44571	TVA collectée : sur les ventes, au crédit.
44566	TVA déductible sur autres biens et services (achats, frais) : au débit.
44562	TVA déductible sur immobilisations : au débit.
44551	TVA à décaisser : la dette envers l'État, au crédit.
44567	Crédit de TVA à reporter : quand la TVA déductible dépasse la TVA collectée.

La déclaration de TVA du mois de mars

TVA collectée : 5 000 €. TVA déductible sur achats et frais : 2 800 €. TVA déductible sur une immobilisation : 600 €. TVA à décaisser : 5 000 − 2 800 − 600 = **1 600 €**, versée lors de la déclaration (CA3 au régime réel normal).

Compte	Intitulé	Débit	Crédit
44571	TVA collectée	5 000	
44566	TVA déductible sur autres biens et services		2 800
44562	TVA déductible sur immobilisations		600
44551	TVA à décaisser		1 600

Au paiement : débit 44551 TVA à décaisser, crédit 512 Banque, 1 600 €.

Les pièges classiques

Retirer 20 % d'un prix TTC pour trouver le HT : 1 200 € TTC − 20 % = 960 €, alors que le HT vaut 1 200 ÷ 1,2 = 1 000 €.

Enregistrer la TVA en charge : pour une entreprise assujettie, la TVA déductible est une créance sur l'État, pas une charge.

Utiliser 44566 pour une immobilisation : la TVA sur un investissement va au 44562.

Oublier le crédit de TVA : si la TVA déductible dépasse la TVA collectée, il n'y a rien à payer ; le solde est reporté (44567) ou remboursé.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Un bien est vendu 1 440 € TTC (TVA 20 %). Calculez le prix HT et le montant de TVA.

2. Pourquoi dit-on que la TVA est « neutre » pour l'entreprise ?

3. Ce mois-ci, TVA collectée : 3 200 € ; TVA déductible sur achats : 4 100 €. Que se passe-t-il ? Passez l'écriture de liquidation.

4. Quand la TVA devient-elle exigible pour une vente de biens et pour une prestation de services ?

5. L'entreprise achète un camion de livraison. Sur quel compte enregistre-t-elle la TVA ?

Corrigés détaillés

1. HT = 1 440 ÷ 1,2 = **1 200 €** ; TVA = 1 440 − 1 200 = **240 €**.

2. L'entreprise **collecte** la TVA sur ses ventes et **récupère** celle payée sur ses achats : elle ne fait que reverser la différence. C'est le consommateur final qui supporte la taxe.

3. La TVA déductible dépasse la TVA collectée : **crédit de TVA de 900 €**, rien à payer. Débit 44571 : 3 200 ; débit 44567 : 900 ; crédit 44566 : 4 100.

4. Pour une **livraison de biens**, à la livraison ; pour une **prestation de services**, à l'encaissement du prix, sauf option pour les débits.

5. Le camion est une immobilisation : la TVA va au compte **44562**, TVA déductible sur immobilisations.

Investir et se financer

Acquérir une immobilisation, emprunter, rembourser

Une immobilisation est un bien destiné à servir durablement à l'activité (machine, véhicule, bâtiment, logiciel). Elle s'inscrit à l'actif (classe 2), et non en charge.

Son coût d'acquisition = prix d'achat net de réductions commerciales + frais accessoires nécessaires à sa mise en état d'utilisation (transport, installation, droits de douane). Les frais de formation du personnel n'en font pas partie : ce sont des charges.

Le fournisseur d'immobilisation a son propre compte : 404, distinct du 401 réservé aux fournisseurs de biens et services courants.

Acquérir : une machine à crédit

Prix 20 000 € HT, transport 500 €, installation 1 500 €, TVA 20 %. Coût d'acquisition : **22 000 €** ; TVA : 4 400 € ; dette envers le fournisseur : 26 400 €.

Compte	Intitulé	Débit	Crédit
2154	Matériel industriel	22 000	
44562	TVA déductible sur immobilisations	4 400	
404	Fournisseurs d'immobilisations		26 400

Se financer : l'emprunt

À l'obtention d'un emprunt de 30 000 € : débit 512 Banque, crédit 164 Emprunts auprès des établissements de crédit. **À chaque échéance**, l'annuité se décompose en **remboursement du capital**, qui réduit la dette (débit 164), et en **intérêts**, qui sont une charge financière (débit 661).

Emprunt 30 000 € à 4 %, amortissement constant sur 5 ans	Capital dû	Intérêts	Amortissement	Annuité
Année 1	30 000	1 200	6 000	7 200
Année 2	24 000	960	6 000	6 960
Année 3	18 000	720	6 000	6 720

Compte	Intitulé · première échéance	Débit	Crédit
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	6 000	
661	Charges d'intérêts	1 200	
512	Banque		7 200

Avec des **annuités constantes**, c'est le total versé chaque année qui est fixe : la part d'intérêts diminue et celle du capital augmente.

Les pièges classiques

Passer une immobilisation en charge : un bien durable va en classe 2 ; seule son usure passera en charge, par l'amortissement (fiche C6).

Oublier les frais accessoires, ou au contraire y inclure la formation du personnel, qui reste une charge.

Enregistrer toute l'annuité en charge : seuls les intérêts sont une charge ; le remboursement du capital diminue une dette.

Utiliser le 401 pour une immobilisation : le bon compte est le 404.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Machine : prix 15 000 € HT, remise 5 %, transport 300 €, formation du personnel 800 €. Calculez le coût d'acquisition.

2. Enregistrez cette acquisition à crédit, avec une TVA de 20 %.

3. Emprunt de 50 000 € à 3 %, remboursable par amortissements constants sur 5 ans. Calculez la première annuité et passez l'écriture.

4. Pourquoi les intérêts sont-ils une charge, alors que le remboursement du capital n'en est pas une ?

5. Distinguez les comptes 401 et 404.

Corrigés détaillés

1. 15 000 × 0,95 = 14 250 ; + transport 300 = **14 550 €**. La formation (800 €) est une charge de l'exercice.

2. Débit **2154** : 14 550 ; débit **44562** : 2 910 ; crédit **404** : 17 460.

3. Amortissement 50 000 ÷ 5 = 10 000 ; intérêts 50 000 × 3 % = 1 500 ; annuité **11 500 €**. Débit 164 : 10 000 ; débit 661 : 1 500 ; crédit 512 : 11 500.

4. Les intérêts sont le **coût** de l'argent emprunté : ils appauvrissent l'entreprise. Rembourser le capital ne fait que **réduire une dette** : la banque baisse, la dette aussi, le patrimoine ne change pas.

5. 401 : fournisseurs de **biens et services courants** (marchandises, frais). 404 : fournisseurs d'**immobilisations**.

Stocks au coût moyen et régularisations

Les travaux d'inventaire : rattacher à chaque exercice ce qui lui revient

L'inventaire. À la clôture de l'exercice (en général 12 mois), l'entreprise recense et évalue ses biens et ses dettes. Le principe d'**indépendance des exercices** impose de rattacher à chaque exercice les charges et les produits qui le concernent, et seulement eux.

Le coût moyen unitaire pondéré (CMUP) de fin de période = (valeur du stock initial + valeur des entrées) ÷ (quantité du stock initial + quantité des entrées).

Évaluer et enregistrer le stock final de marchandises

Stock initial : 100 unités à 10 € = 1 000 €. Entrées : 300 unités à 12 € = 3 600 €. CMUP = 4 600 ÷ 400 = **11,50 €**. Stock final compté : 80 unités, soit 80 × 11,50 = **920 €**.

Compte	Intitulé	Débit	Crédit
6037	Variation des stocks de marchandises · annulation du stock initial	1 000	
37	Stocks de marchandises		1 000
37	Stocks de marchandises · constatation du stock final	920	
6037	Variation des stocks de marchandises		920

Le solde du 6037 (stock initial − stock final = 80 €) s'ajoute aux achats : **achats consommés = achats + stock initial − stock final**. Même logique pour les matières (31 / 6031) ; pour les produits finis, la variation passe en produit (7135).

Les quatre régularisations de charges et de produits

Situation à la clôture	Écriture	Exemple
Charge à payer	Débit 6.. et 44586 ; crédit 408 Fournisseurs, factures non parvenues	Électricité de décembre consommée, facture reçue en janvier.
Produit à recevoir	Débit 418 Clients, factures à établir ; crédit 7.. et 44587	Marchandises livrées en décembre, facturées en janvier.
Charge constatée d'avance	Débit 486 ; crédit 6.. (pour la part de l'exercice suivant)	Assurance annuelle de 1 200 € payée le 1er octobre : 9 mois, soit 900 €, concernent l'année suivante.
Produit constaté d'avance	Débit 7.. ; crédit 487	Loyer du premier trimestre suivant encaissé en décembre.

Ces écritures sont **contrepassées** (inversées) à l'ouverture de l'exercice suivant.

Les pièges classiques

Faire la moyenne simple des prix : le CMUP pondère par les quantités. (10 + 12) ÷ 2 = 11 € est faux ici ; le bon coût est 11,50 €.

Inverser le sens de la variation : une baisse du stock de marchandises augmente les achats consommés, donc les charges.

Oublier la TVA d'une charge à payer : elle passe au 44586, TVA sur factures non parvenues.

Mal compter les mois d'avance : on ne reporte que la part qui concerne l'exercice suivant.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Stock initial : 200 unités à 5 €. Entrées : 600 unités à 6 €. Stock final : 150 unités. Calculez le CMUP et la valeur du stock final.

2. Passez les écritures de stock correspondantes.

3. Une facture de maintenance de décembre (500 € HT, TVA 20 %) n'arrivera qu'en janvier. Quelle écriture passez-vous au 31 décembre ?

4. Le 1er novembre, l'entreprise a payé 3 000 € de loyer pour six mois. Quelle régularisation au 31 décembre ?

5. Pourquoi contrepasse-t-on les régularisations à l'ouverture de l'exercice suivant ?

Corrigés détaillés

1. CMUP = (1 000 + 3 600) ÷ 800 = **5,75 €** ; stock final = 150 × 5,75 = **862,50 €**.

2. Débit 6037 / crédit 37 : 1 000 (annulation du stock initial). Débit 37 / crédit 6037 : 862,50 (stock final).

3. Charge à payer : débit **615** Entretien et réparations 500 ; débit **44586** : 100 ; crédit **408** : 600.

4. Quatre mois (janvier à avril) concernent l'exercice suivant : 3 000 × 4/6 = **2 000 €**. Débit **486**, crédit **613** Locations : 2 000.

5. Pour éviter de compter deux fois la même charge ou le même produit : quand la vraie facture sera enregistrée, la contrepassation aura annulé l'estimation.

Amortissements et cessions d'immobilisations

Répartir le coût d'un bien sur sa durée d'utilisation, puis le sortir du bilan

L'amortissement constate la consommation des avantages d'une immobilisation (usure, obsolescence) sur sa durée d'utilisation. Base amortissable = coût d'acquisition − valeur résiduelle (souvent nulle). Les terrains ne s'amortissent pas.

Le mode linéaire : taux = 100 ÷ durée ; annuité = base × taux. La première année est calculée **prorata temporis**, à partir de la date de mise en service. Valeur nette comptable (VNC) = valeur d'origine − cumul des amortissements.

Le plan d'amortissement

Machine de 22 000 €, mise en service le 1er avril N, 5 ans, linéaire (taux 20 %)	Annuité	Cumul	VNC
N · 9 mois : 22 000 × 20 % × 9/12	3 300	3 300	18 700
N+1 à N+4 · année pleine	4 400	7 700 à 20 900	14 300 à 1 100
N+5 · 3 mois restants	1 100	22 000	0

31 décembre N · dotation de l'exercice			
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	3 300	
28154	Amortissements du matériel industriel		3 300

La cession : vendue 12 000 € HT le 30 juin N+2 (TVA 20 %)

Cumul au 31/12/N+1 : 7 700. Dotation complémentaire jusqu'à la cession : 4 400 × 6/12 = 2 200, soit un cumul de 9 900 et une VNC de **12 100 €**. Résultat de cession = prix − VNC = 12 000 − 12 100 = **moins-value de 100 €**.

1 · Constater la vente			
462	Créances sur cessions d'immobilisations	14 400	
775	Produits des cessions d'éléments d'actif		12 000
44571	TVA collectée		2 400
2 · Compléter l'amortissement jusqu'à la date de cession			
6811	Dotations aux amortissements	2 200	
28154	Amortissements du matériel industriel		2 200
3 · Sortir le bien du bilan			
28154	Amortissements du matériel industriel	9 900	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	12 100	
2154	Matériel industriel		22 000

Les pièges classiques

Oublier le prorata temporis la première année, ou la dotation complémentaire l'année de la cession.

Calculer le résultat de cession avec la valeur d'origine : c'est le prix de cession moins la **VNC**.

Créditer le compte d'amortissement à la sortie : on le **débite** du cumul, pour le solder.

Amortir un terrain : il ne s'use pas ; seule une dépréciation est possible (fiche C7).

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Véhicule de 30 000 € mis en service le 1er juillet N, amorti en linéaire sur 4 ans. Calculez les dotations de N et de N+1.

2. Quelle est sa valeur nette comptable au 31 décembre N+1 ?

3. Il est cédé le 1er janvier N+2 pour 20 000 € HT. Calculez le résultat de cession.

4. Passez l'écriture de sortie du bien.

5. Pourquoi un terrain n'est-il pas amorti ?

Corrigés détaillés

1. Taux 25 %, annuité pleine 7 500 €. N (6 mois) : **3 750 €** ; N+1 : **7 500 €**.

2. VNC = 30 000 − (3 750 + 7 500) = **18 750 €**.

3. Cédé au 1er janvier : pas de dotation complémentaire. 20 000 − 18 750 = **plus-value de 1 250 €**.

4. Débit **28182** Amortissements du matériel de transport : 11 250 ; débit **675** : 18 750 ; crédit **2182** Matériel de transport : 30 000.

5. Un terrain **ne s'use pas** et sa durée d'utilisation n'est pas limitée. En cas de perte de valeur, on constate une dépréciation.

Les dépréciations d'actifs

Terrain, stock, créance : constater une perte de valeur probable, puis l'ajuster

Le principe de prudence. Quand la valeur actuelle d'un actif tombe sous sa valeur comptable, on constate une **dépréciation**. Contrairement à l'amortissement, elle est réversible : si la valeur remonte, on la reprend.

L'ajustement annuel. Dépréciation nécessaire − dépréciation déjà constatée = **dotation** (si positif) ou **reprise** (si négatif).

Actif	Dotation	Compte de dépréciation	Reprise
Terrain	6816 Dotations aux dépréciations des immobilisations corporelles	2911 Dépréciations des terrains	7816
Stock	6817 Dotations aux dépréciations des actifs circulants	397 Dépréciations des stocks de marchandises	7817
Créance	6817 Dotations aux dépréciations des actifs circulants	491 Dépréciations des comptes de clients	7817

Terrain et stock

Terrain acheté 80 000 €, estimé 72 000 € à la clôture : dépréciation de **8 000 €**. **Stock** évalué 920 € au coût moyen, mais revendable seulement 800 € nets de frais : dépréciation de **120 €**.

6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations corporelles	8 000	
2911	Dépréciations des terrains		8 000
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	120	
397	Dépréciations des stocks de marchandises		120

La créance douteuse, en trois temps

Le client Dupont doit 2 400 € TTC (2 000 € HT). Il est en difficulté : on estime le risque de perte à 40 %. La dépréciation se calcule sur le **montant hors taxes**, car la TVA sera récupérée en cas de perte : 2 000 × 40 % = **800 €**.

1 · Reclasser la créance en douteuse (montant TTC)			
416	Clients douteux ou litigieux	2 400	
411	Clients		2 400
2 · Déprécier (base hors taxes)			
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	800	
491	Dépréciations des comptes de clients		800
3 · L'année suivante, la créance devient irrécouvrable			
654	Pertes sur créances irrécouvrables	2 000	
44571	TVA collectée (régularisée)	400	
416	Clients douteux ou litigieux		2 400
491	Dépréciations des comptes de clients · reprise	800	
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		800

Les pièges classiques

Déprécier une créance sur le montant TTC : la base est le montant hors taxes ; la TVA sera récupérée si la créance est perdue.

Doter la dépréciation totale chaque année : on n'enregistre que l'écart avec la dépréciation déjà constatée.

Confondre dépréciation et amortissement : l'amortissement constate une usure irréversible ; la dépréciation, une perte de valeur probable et réversible.

Oublier de reprendre la dépréciation quand la créance est définitivement perdue ou encaissée.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Distinguez amortissement et dépréciation.

2. Le client Martin doit 3 600 € TTC (TVA 20 %). Le risque de perte est estimé à 30 %. Calculez la dépréciation.

3. L'année suivante, le risque passe à 50 %. Quelle écriture d'ajustement passez-vous ?

4. Un stock est déprécié de 500 €. À la clôture suivante, la dépréciation nécessaire n'est plus que de 300 €. Passez l'écriture.

5. Pourquoi reclasse-t-on une créance douteuse au compte 416 ?

Corrigés détaillés

1. L'**amortissement** répartit le coût d'un bien sur sa durée d'utilisation : usure irréversible. La **dépréciation** constate une perte de valeur probable, qui peut être reprise.

2. Base HT : 3 600 ÷ 1,2 = 3 000 € ; dépréciation : 3 000 × 30 % = **900 €**.

3. Nécessaire : 1 500 € ; existante : 900 € ; **dotation de 600 €**. Débit 6817, crédit 491.

4. Reprise de 200 € : débit **397**, crédit **7817** Reprises sur dépréciations des actifs circulants.

5. Pour **isoler** les créances à risque des créances ordinaires et suivre leur dépréciation ; c'est aussi une information pour le lecteur des comptes.

Soldes de gestion et capacité d'autofinancement

Analyser la profitabilité : EBE, résultat d'exploitation, RCAI et CAF

La cascade des soldes intermédiaires de gestion

Solde	Calcul	Ce qu'il mesure
Marge commerciale	Ventes de marchandises − coût d'achat des marchandises vendues	La performance de l'activité de négoce
Valeur ajoutée	Marge commerciale + production − consommations en provenance des tiers	La richesse créée par l'entreprise
Excédent brut d'exploitation (EBE)	Valeur ajoutée + subventions d'exploitation − impôts et taxes − charges de personnel	La performance économique, indépendamment des choix d'amortissement et de financement
Résultat d'exploitation (RE)	EBE + reprises et autres produits − dotations aux amortissements, dépréciations et provisions − autres charges	La rentabilité de l'activité normale
Résultat courant avant impôt (RCAI)	RE + produits financiers − charges financières	L'activité courante, financement compris
Résultat net	RCAI + résultat exceptionnel − participation des salariés − impôt sur les bénéfices	Ce qui revient aux associés

La capacité d'autofinancement (CAF)

Définition. La CAF mesure les ressources que l'activité de l'exercice dégage et que l'entreprise peut consacrer à investir, rembourser ses emprunts ou rémunérer ses associés. Elle exclut les charges et produits « calculés », qui ne se traduisent par aucun mouvement de trésorerie.

Méthode additive : résultat net + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions − reprises − produits des cessions d'éléments d'actif (775) + valeur comptable des éléments cédés (675) − quote-part des subventions d'investissement virée au résultat (777).

Méthode soustractive : EBE + autres produits encaissables − autres charges décaissables ± résultat financier encaissable − participation − impôt sur les bénéfices.

Exemple chiffré (en euros)

Ventes de marchandises 500 000 − coût d'achat des marchandises vendues 300 000	200 000
Valeur ajoutée : marge commerciale − consommations de tiers 60 000	140 000
EBE : valeur ajoutée − impôts et taxes 10 000 − charges de personnel 80 000	**50 000**
Résultat d'exploitation : EBE − dotations aux amortissements 15 000	35 000
RCAI : RE − charges d'intérêts 5 000	30 000
Résultat net : RCAI − impôt sur les sociétés 7 500	22 500
CAF additive : 22 500 + 15 000 · soustractive : 50 000 − 5 000 − 7 500	**37 500**

Les pièges classiques

Confondre CAF et trésorerie : la CAF est une ressource potentielle ; l'argent n'est réellement encaissé qu'une fois les clients payés.

Ajouter le prix de cession à la CAF : il est au contraire retiré (775), et la VNC des biens cédés est rajoutée (675).

Placer les dotations aux amortissements avant l'EBE : elles sont déduites après lui, pour obtenir le résultat d'exploitation.

Oublier la variation de stock dans le coût d'achat des marchandises vendues.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs compris

1. Pourquoi l'EBE est-il indépendant des choix de financement et d'amortissement ?

2. Valeur ajoutée 300 000 € ; subventions d'exploitation 5 000 € ; impôts et taxes 20 000 € ; charges de personnel 180 000 €. Calculez l'EBE.

3. Résultat net 40 000 € ; dotations 25 000 € ; reprises 5 000 € ; produits de cession 12 000 € ; VNC des biens cédés 9 000 €. Calculez la CAF.

4. Pourquoi retire-t-on le prix de cession d'une immobilisation pour calculer la CAF ?

5. Distinguez résultat d'exploitation et résultat courant avant impôt.

Corrigés détaillés

1. Il est calculé **avant** les dotations aux amortissements (choix comptable) et avant les charges financières (choix de financement) : il compare des entreprises sur leur seule performance économique.

2. 300 000 + 5 000 − 20 000 − 180 000 = **105 000 €**.

3. 40 000 + 25 000 − 5 000 − 12 000 + 9 000 = **57 000 €**.

4. La cession est une opération **exceptionnelle d'investissement**, pas une ressource dégagée par l'activité courante : on neutralise donc son effet sur le résultat.

5. Le **RE** mesure l'activité normale hors financement. Le **RCAI** y ajoute le résultat financier : il intègre le coût de l'endettement.

Rentabilité et affectation du résultat

Rapporter le résultat aux capitaux engagés, puis décider de son sort

Mesurer la rentabilité

Indicateur	Formule	Lecture
Taux de profitabilité	Résultat ÷ chiffre d'affaires	Ce que rapporte chaque euro de ventes.
Rentabilité économique	Résultat d'exploitation ÷ capitaux investis (capitaux propres + dettes financières)	L'efficacité de l'outil de production, quel que soit son mode de financement.
Rentabilité financière	Résultat net ÷ capitaux propres	Ce que rapporte l'argent apporté par les associés.

L'effet de levier. Tant que la rentabilité économique dépasse le coût de l'endettement, emprunter augmente la rentabilité financière : l'entreprise gagne plus avec l'argent emprunté qu'il ne lui coûte. Dans le cas contraire, l'endettement la réduit : c'est l'effet de massue. Le levier accroît donc à la fois le gain possible et le risque.

L'affectation du résultat

Qui décide ? L'assemblée générale ordinaire des associés, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

La réserve légale (SA, SARL) : 5 % du bénéfice, diminué des pertes antérieures, jusqu'à ce qu'elle atteigne 10 % du capital social. **Les réserves statutaires** sont imposées par les statuts ; **les réserves facultatives** sont décidées librement par l'assemblée.

Le bénéfice distribuable = résultat de l'exercice − pertes antérieures − dotation aux réserves obligatoires + report à nouveau créditeur. Il est réparti entre dividendes, réserves facultatives et un nouveau **report à nouveau**, le reliquat laissé en attente.

Capital 100 000 € ; réserve légale déjà constituée 8 000 € ; bénéfice 60 000 € ; report à nouveau créditeur 2 000 €. Réserve légale : 5 % × 60 000 = 3 000 €, mais plafonnée à 10 000 − 8 000 = **2 000 €**. L'assemblée décide 20 000 € de réserves facultatives et 38 000 € de dividendes ; il reste 2 000 € en report à nouveau.

120	Résultat de l'exercice (bénéfice)	60 000	
110	Report à nouveau (ancien solde créditeur)	2 000	
1061	Réserve légale		2 000
1068	Autres réserves		20 000
457	Associés, dividendes à payer		38 000
110	Report à nouveau (nouveau solde)		2 000

Les pièges classiques

Rapporter le résultat net aux capitaux investis : la rentabilité économique utilise le résultat d'exploitation ; le résultat net va avec les capitaux propres.

Calculer la réserve légale sans plafond : on s'arrête dès qu'elle atteint 10 % du capital ; la dotation de l'année est souvent limitée au reliquat.

Oublier les pertes antérieures : la réserve légale se calcule sur le bénéfice diminué du report à nouveau débiteur.

Croire que l'endettement améliore toujours la rentabilité : l'effet de levier ne joue que si la rentabilité économique dépasse le taux d'intérêt.

Passer les dividendes en charge : ils sont une affectation du résultat, inscrite au crédit du compte 457, jamais une charge de l'exercice.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs et écritures compris

1. Résultat d'exploitation 45 000 € ; capitaux propres 200 000 € ; dettes financières 100 000 €. Calculez la rentabilité économique.

2. Même entreprise : résultat net 24 000 € ; taux d'intérêt des dettes 4 %. Calculez la rentabilité financière. L'endettement joue-t-il favorablement ?

3. Expliquez l'effet de levier en deux phrases.

4. Capital 50 000 € ; réserve légale 4 800 € ; bénéfice 30 000 €. Quelle dotation à la réserve légale ?

5. Bénéfice 40 000 € ; report à nouveau débiteur 6 000 € ; réserve légale non plafonnée. Calculez la réserve légale et le bénéfice distribuable.

Corrigés détaillés

1. 45 000 ÷ (200 000 + 100 000) = **15 %**.

2. 24 000 ÷ 200 000 = **12 %**. Oui : la rentabilité économique (15 %) dépasse le coût de la dette (4 %), le levier est positif. La rentabilité financière paraît plus faible car elle est calculée après impôt.

3. Si l'entreprise gagne sur ses investissements plus que ne lui coûte sa dette, emprunter accroît la rentabilité des capitaux propres. À l'inverse, une rentabilité inférieure au coût de la dette la dégrade : c'est l'effet de massue.

4. 5 % × 30 000 = 1 500 €, mais plafond : 10 % × 50 000 − 4 800 = 200 €. Dotation : **200 €**.

5. Réserve légale : 5 % × (40 000 − 6 000) = **1 700 €**. Bénéfice distribuable : 40 000 − 6 000 − 1 700 = **32 300 €**.

Fonds de roulement, BFR et trésorerie

Lire l'équilibre du bilan fonctionnel et le mesurer par des ratios

Le bilan fonctionnel classe les postes par cycle, à leur valeur brute : **emplois stables** (immobilisations) face aux **ressources stables** (capitaux propres, amortissements et dépréciations, provisions, dettes financières hors concours bancaires) ; en bas, l'actif et le passif circulants, puis la trésorerie.

Grandeur	Calcul	Ce qu'elle signifie
Fonds de roulement net global (FRNG)	Ressources stables − emplois stables	L'excédent de ressources durables disponible pour financer le cycle d'exploitation.
Besoin en fonds de roulement (BFR)	Stocks + créances d'exploitation et hors exploitation − dettes circulantes (fournisseurs, dettes fiscales et sociales…)	Le décalage entre décaissements et encaissements que l'activité doit financer.
Trésorerie nette	FRNG − BFR = disponibilités − concours bancaires courants	Positive : le FR couvre le BFR. Négative : l'entreprise dépend de ses découverts.

Exemple chiffré (en euros)

Ressources stables 360 000 − emplois stables 300 000	FRNG 60 000
Stocks 40 000 + clients 70 000 − fournisseurs 55 000 − dettes fiscales et sociales 15 000	BFR 40 000
FRNG − BFR, soit disponibilités 25 000 − concours bancaires 5 000	**20 000**

Les ratios à connaître

Ratio	Formule	Repère
Délai clients	Créances clients TTC ÷ CA TTC × 360 jours	À réduire : chaque jour gagné libère de la trésorerie.
Délai fournisseurs	Dettes fournisseurs TTC ÷ achats TTC × 360 jours	Plafond légal en principe : 60 jours date de facture.
Rotation des stocks	Stock moyen ÷ coût d'achat des marchandises vendues × 360 jours	Plus il est court, moins le stock immobilise de fonds.
Indépendance financière	Dettes financières ÷ capitaux propres	Inférieur à 1 : les associés financent plus que les banques.
Capacité de remboursement	Dettes financières ÷ CAF	Années de CAF pour tout rembourser ; au-delà de 3 à 4 ans, les banques s'inquiètent.

Selon le type d'activité, et que recommander ?

Grande distribution : clients payés comptant, fournisseurs à 60 jours, stocks rapides : le BFR est souvent **négatif**, c'est une ressource. **Industrie :** stocks longs et clients à crédit, BFR élevé. Dans tous les cas, une hausse du chiffre d'affaires gonfle le BFR et réduit la trésorerie.

Renforcer le FR : augmentation de capital, emprunt à long terme, mise en réserve des bénéfices, cession d'immobilisations inutiles. **Réduire le BFR :** diminuer les stocks, raccourcir les délais clients (escompte pour paiement comptant, affacturage), négocier des délais fournisseurs dans la limite légale.

Les pièges classiques

Classer les concours bancaires courants en ressources stables : ce sont des dettes de trésorerie, au passif de trésorerie.

Mettre les immobilisations en valeur nette : le bilan fonctionnel les prend en brut ; les amortissements vont dans les ressources stables.

Juger un BFR négatif comme un danger : dans la distribution, c'est une ressource normale tirée du cycle d'exploitation.

Calculer les délais sur des montants hors taxes alors que les créances et les dettes du bilan sont TTC : on compare TTC avec TTC.

Croire qu'un bénéfice garantit la trésorerie : une forte croissance peut creuser le BFR plus vite que la CAF ne le finance.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs compris

1. Ressources stables 500 000 € ; emplois stables 420 000 € ; BFR 95 000 €. Calculez le FRNG et la trésorerie nette. Commentez.

2. Créances clients 90 000 € TTC ; CA annuel 600 000 € HT (TVA 20 %). Calculez le délai clients.

3. Dettes financières 240 000 € ; CAF 80 000 €. Calculez la capacité de remboursement et appréciez-la.

4. Pourquoi un supermarché peut-il avoir une trésorerie positive avec un FR négatif ?

5. Proposez deux mesures pour améliorer une trésorerie négative, l'une sur le FR, l'autre sur le BFR.

Corrigés détaillés

1. FRNG : 500 000 − 420 000 = **80 000 €** ; trésorerie : 80 000 − 95 000 = **– 15 000 €**. Le FR ne couvre pas tout le BFR : l'entreprise finance le reste par découvert, ce qui est coûteux et risqué.

2. CA TTC : 720 000 € ; 90 000 ÷ 720 000 × 360 = **45 jours**.

3. 240 000 ÷ 80 000 = **3 ans** : situation acceptable, à la limite du seuil habituellement retenu par les banques.

4. Son **BFR est négatif** (clients payés comptant, fournisseurs payés à terme) et plus négatif que son FR : trésorerie = FR − BFR reste positive.

5. Sur le FR : contracter un **emprunt à long terme** ou augmenter le capital. Sur le BFR : **réduire les délais clients** (escompte, affacturage) ou les stocks.

Seuil de rentabilité et point mort

À partir de quel chiffre d'affaires, et de quelle date, l'entreprise gagne-t-elle de l'argent ?

Deux familles de charges. Les **charges variables** évoluent avec l'activité (achats consommés, matières, commissions sur ventes, transport). Les **charges fixes** sont dues quel que soit le volume vendu (loyer, salaires administratifs, assurances, amortissements).

Le seuil de rentabilité est le chiffre d'affaires pour lequel la marge sur coût variable couvre exactement les charges fixes : le résultat est nul.

Notion	Formule
Marge sur coût variable (MCV)	Chiffre d'affaires − charges variables
Taux de MCV	MCV ÷ chiffre d'affaires
Résultat	MCV − charges fixes
Seuil de rentabilité (SR)	Charges fixes ÷ taux de MCV
Point mort	SR ÷ CA × 12 mois (ou × 360 jours), si l'activité est régulière
Marge de sécurité	CA − SR : la baisse de ventes supportable sans perte
Indice de sécurité	Marge de sécurité ÷ CA

Le tableau de résultat différentiel (en euros)

Élément	Montant	% du CA
Chiffre d'affaires	400 000	100 %
− Charges variables	240 000	60 %
= Marge sur coût variable	**160 000**	**40 %**
− Charges fixes	100 000	
= Résultat	**60 000**	**15 %**

Exploitation de l'exemple

Seuil : 100 000 ÷ 0,40 = **250 000 €**. Vérification : 250 000 × 40 % = 100 000 de MCV, égale aux charges fixes.

Point mort (exercice civil, ventes régulières) : 250 000 ÷ 400 000 × 12 = **7,5 mois**, soit le **15 août**. À partir de cette date, chaque vente dégage un bénéfice.

Marge de sécurité : 400 000 − 250 000 = 150 000 € ; **indice :** 37,5 %. Les ventes peuvent baisser de plus d'un tiers avant que l'entreprise ne perde de l'argent. Contrôle : 150 000 × 40 % = 60 000 €, le résultat.

Activité saisonnière : la règle de proportion ne vaut plus. On cumule les ventes mois par mois et l'on repère le mois où le cumul atteint le seuil.

Les pièges classiques

Diviser les charges fixes par la MCV en euros : on divise par le **taux** de MCV, sinon on obtient un nombre sans unité.

Confondre seuil et point mort : le seuil est un chiffre d'affaires (en euros), le point mort une date ou une durée.

Appliquer la règle de proportion à une activité saisonnière : il faut alors cumuler les ventes mois par mois.

Oublier le mois de fermeture : si l'entreprise ferme en août, ses ventes se répartissent sur 11 mois, et la date se décale.

Ranger l'amortissement en charge variable : en analyse du seuil, il est fixe ; il ne varie pas avec le volume vendu.

Entraînez-vous : 5 QRC · calculs compris

1. CA 600 000 € ; charges variables 360 000 € ; charges fixes 180 000 €. Calculez le taux de MCV, le résultat et le seuil de rentabilité.

2. Même entreprise, ventes régulières, exercice civil. Déterminez le point mort.

3. Calculez la marge et l'indice de sécurité, puis commentez.

4. Les charges fixes augmentent de 20 000 €. Que deviennent le seuil et le point mort ?

5. Classez en charges fixes ou variables : loyer, commissions des vendeurs, matières premières, amortissement d'une machine.

Corrigés détaillés

1. MCV : 240 000 € ; taux : **40 %** ; résultat : 240 000 − 180 000 = **60 000 €** ; SR : 180 000 ÷ 0,40 = **450 000 €**.

2. 450 000 ÷ 600 000 × 12 = 9 mois : point mort le **30 septembre**.

3. Marge : 600 000 − 450 000 = **150 000 €** ; indice : **25 %**. Une baisse des ventes d'un quart suffirait à annuler le bénéfice : marge de manœuvre limitée.

4. SR : 200 000 ÷ 0,40 = **500 000 €** ; point mort : 500 000 ÷ 600 000 × 12 = 10 mois, soit le **31 octobre**. Le risque augmente.

5. **Fixes :** loyer, amortissement de la machine. **Variables :** commissions des vendeurs, matières premières.

Le sujet 2026 corrigé

Affectation du résultat, amortissement dérogatoire, déclaration de TVA

Le sujet 2026. Trois exercices « à traiter dans l'ordre de votre choix », sans limite de lignes : l'affectation d'un résultat, un plan d'amortissement avec amortissement dérogatoire, une déclaration de TVA. Chaque exercice demande un **calcul justifié** puis une **écriture au journal**.

Exercice 1 · L'affectation du résultat de la société CORFU

Capital 45 000 € (3 000 actions de 15 €). Bénéfice N : 5 745 €. Report à nouveau débiteur (perte N-1) : 870 €. Réserve légale déjà constituée : 4 320 €. L'AGO décide une réserve facultative de 800 € et le dividende unitaire maximum, arrondi à l'euro inférieur.

Réserve légale : 5 % × (5 745 − 870) = 243,75 €, mais plafond = 10 % du capital = 4 500 €. Il manque 4 500 − 4 320 = **180 €** : on dote 180 €.
Bénéfice distribuable = 5 745 − 870 − 180 = 4 695 € ; après réserve facultative : 4 695 − 800 = 3 895 €.
Dividende unitaire = 3 895 ÷ 3 000 = 1,30 € → **1 € par action**, soit 3 000 €. Report à nouveau créditeur : 3 895 − 3 000 = **895 €**.

Compte	Affectation du résultat N, après l'AGO	Débit	Crédit
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)	5 745	
119	Report à nouveau (solde débiteur)		870
1061	Réserve légale		180
1068	Autres réserves (facultative)		800
457	Associés, dividendes à payer		3 000
110	Report à nouveau (solde créditeur)		895

Contrôle : 870 + 180 + 800 + 3 000 + 895 = 5 745 €. La perte antérieure s'impute en premier, avant toute dotation.

Exercice 3 · La TVA de novembre N de la société BIJADOM'

TVA due = TVA collectée 86 355 + TVA due intracommunautaire 2 457 = **88 812 €**.
TVA déductible = 2 489 (immobilisations) + 38 657 (autres biens et services) + 2 796 (intracommunautaire) = 43 942 €, plus le crédit de TVA reporté 1 678 € = **45 620 €**.
TVA à décaisser = 88 812 − 45 620 = **43 192 €**.

Compte	Déclaration de novembre · 30/11/N	Débit	Crédit
4457	TVA collectée	86 355	
4452	TVA due intracommunautaire	2 457	
44562	TVA déductible sur immobilisations		2 489
445661	TVA déductible sur autres biens et services		38 657
445662	TVA déductible intracommunautaire		2 796
44567	Crédit de TVA à reporter		1 678
44551	TVA à décaisser		43 192

Compte	Paiement · 15/12/N	Débit	Crédit
44551	TVA à décaisser	43 192	
512	Banque		43 192

Achat intracommunautaire : l'acheteur **autoliquide** la TVA. Il la constate à la fois due (4452) et déductible (445662) : l'opération est neutre pour lui s'il a un droit à déduction complet.

Exercice 2 · Le bras robotique de l'entreprise MADRIGAL

Acquis et mis en service le 1er juillet N : prix 25 000 € HT + frais de montage 3 000 € HT. Amortissement comptable linéaire sur 10 ans ; fiscalement, mode dégressif. Établir le plan (fiscal, comptable, dérogatoire) et l'écriture au 31/12/N.

Valeur d'origine = 25 000 + 3 000 = **28 000 € HT** (les frais de montage s'ajoutent au coût d'acquisition ; la TVA, récupérable, n'en fait pas partie).
Comptable : 28 000 ÷ 10 = 2 800 € par an ; en N, prorata de 6 mois (à partir de la mise en service) = **1 400 €**.
Fiscal : taux linéaire 10 % × coefficient 2,25 (durée supérieure à 6 ans) = **22,5 %**. En N, prorata en mois entiers à partir du 1er jour du mois d'acquisition : 28 000 × 22,5 % × 6/12 = **3 150 €**.

L'amortissement dérogatoire est l'écart entre l'amortissement fiscal et l'amortissement comptable. C'est une **provision réglementée** (compte 145), inscrite dans les capitaux propres. Quand le fiscal dépasse le comptable, on dote (68725) ; quand il devient inférieur, on reprend (78725). Sur la durée totale, dotations et reprises s'annulent.

Le passage au linéaire. Chaque année, on compare le taux dégressif au taux linéaire calculé sur les années restantes (1 ÷ nombre d'années restant à courir). Dès que ce dernier est supérieur, on amortit la valeur nette comptable en parts égales. Ici, au début de N+6, il reste 4 ans : 1 ÷ 4 = 25 % > 22,5 %, d'où 6 947,60 ÷ 4 = 1 736,90 € par an.

Exercice	Fiscal (dégressif)	Comptable (linéaire)	Dérogatoire : dotation (+) ou reprise (–)
N	3 150,00	1 400	+ 1 750,00
N+1	5 591,25	2 800	+ 2 791,25
N+2	4 333,22	2 800	+ 1 533,22
N+3	3 358,24	2 800	+ 558,24
N+4	2 602,64	2 800	– 197,36
N+5	2 017,05	2 800	– 782,95
N+6 à N+9	1 736,90 par an	2 800	– 1 063,10 par an
N+10	0	1 400	– 1 400,00

Convention retenue, la plus courante dans les manuels : plan fiscal sur 10 exercices, la première annuité étant réduite à 6 mois. Le plan comptable court jusqu'au 30 juin N+10. Totaux : 28 000 € dans chaque colonne.

L'écriture au 31/12/N

Compte	Dotations de l'exercice N	Débit	Crédit
68112	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 400	
28154	Amortissements du matériel industriel		1 400
68725	Dotations aux provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	1 750	
145	Amortissements dérogatoires		1 750

À retenir · Le dégressif est un avantage fiscal : il augmente les charges déductibles des premières années, donc diminue l'impôt, sans fausser l'image comptable, qui reste fondée sur l'usage réel du bien.

Le sujet zéro corrigé

Stocks, capacité d'autofinancement, FR et BFR, coût de revient et seuil de rentabilité

Le sujet zéro, publié pour présenter la nouvelle épreuve, comportait trois exercices plus larges, mêlant questions de cours et calculs. Ce sont des « questions à réponse courte » : définissez avec précision, calculez avec méthode, n'écrivez rien d'inutile.

Exercice 1 · Les méthodes d'évaluation des stocks

Présentez les trois méthodes d'évaluation des stocks les plus courantes.

Coût unitaire moyen pondéré (CUMP) : coût total des entrées (stock initial compris) ÷ quantités entrées. Calculé en fin de période ou après chaque entrée. **Premier entré, premier sorti (PEPS, ou FIFO)** : les sorties sont valorisées au coût des lots les plus anciens ; le stock final l'est donc aux coûts les plus récents. **Dernier entré, premier sorti (DEPS, ou LIFO)** : les sorties sont valorisées aux coûts les plus récents. Le LIFO n'est pas admis par le plan comptable général ni fiscalement en France : seuls le CUMP et le PEPS le sont.

L'entreprise MARS (magnets) : stock initial 23 400 pièces à 0,60 € ; achats de 3 020 pièces à 0,40 € et 3 250 à 0,50 € ; ventes de 2 510, 560 et 21 000 pièces. Valorisez le stock final une seule fois, en fin d'exercice, et passez les écritures d'inventaire.

Méthode choisie : le **CUMP de fin de période**, adapté à des produits identiques et non périssables.
CUMP = (14 040 + 1 208 + 1 625) ÷ (23 400 + 3 020 + 3 250) = 16 873 ÷ 29 670 ≈ **0,57 €**.
Stock final = 23 400 + 3 020 + 3 250 − 2 510 − 560 − 21 000 = **5 600 pièces** ; valeur 5 600 × 0,57 = **3 192 €**.

Compte	Annulation du stock initial	Débit	Crédit
6037	Variation des stocks de marchandises	14 040	
37	Stocks de marchandises		14 040

Compte	Constatation du stock final	Débit	Crédit
37	Stocks de marchandises	3 192	
6037	Variation des stocks de marchandises		3 192

Exercice 2 · La capacité d'autofinancement

Définition. La CAF est la ressource interne dégagée par l'activité : elle permet d'investir, de rembourser les emprunts et de verser des dividendes. **Méthode additive**, à partir du résultat : résultat net + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions − reprises + valeur comptable des actifs cédés − produits de cession − quote-part des subventions d'investissement virée au résultat. **Méthode soustractive**, à partir de l'EBE : EBE + autres produits − autres charges d'exploitation ± résultat financier encaissable ± résultat exceptionnel encaissable (hors cessions) − participation des salariés − impôt sur les bénéfices.

Exercice 2 (suite) · Fonds de roulement, BFR et trésorerie

Commentez quatre situations : rappel, trésorerie nette = FR − BFR.

Situation	Commentaire
FR > 0, BFR > 0, trésorerie > 0	Le fonds de roulement couvre tout le besoin d'exploitation et dégage un excédent de trésorerie : situation saine.
FR > 0, BFR > 0, trésorerie < 0	Le FR ne finance qu'une partie du BFR : l'entreprise dépend de concours bancaires courants. Il faut renforcer le FR (capitaux, emprunt long) ou réduire le BFR.
FR < 0, BFR > 0, trésorerie < 0	Des immobilisations sont financées par des ressources courtes et le BFR n'est pas couvert : situation dangereuse, risque de cessation de paiements.
FR > 0, BFR < 0, trésorerie > 0	Le cycle d'exploitation dégage des ressources (clients payés comptant, fournisseurs à crédit, comme dans la grande distribution) : la trésorerie est mécaniquement positive.

Exercice 3 · Coût de revient, seuil de rentabilité et réductions

4 000 produits vendus 180 € ; 20 000 kg de matière à 8 € ; charges indirectes variables : approvisionnement 14 000, production 200 000, distribution 18 000 ; fixes : production 46 000, distribution 11 900, administration 82 100.

Coût de revient = matières 160 000 + charges variables 232 000 + charges fixes 140 000 = **532 000 €** (133 € par produit).
Chiffre d'affaires = 4 000 × 180 = 720 000 € ; charges variables = 160 000 + 232 000 = 392 000 €.
Marge sur coût variable = 328 000 € ; taux de MCV = 328 000 ÷ 720 000 ≈ 45,56 %.
Seuil de rentabilité = charges fixes ÷ taux de MCV = 140 000 ÷ 0,4556 ≈ **307 300 €**, atteint vers le 5e mois sur une base annuelle (307 300 ÷ 720 000 × 12 ≈ 5,1 mois).

Les réductions commerciales. Le **rabais** compense un défaut de qualité ou un retard ; la **remise** récompense l'importance de la commande ou la fidélité du client ; la **ristourne** est calculée a posteriori sur le volume d'affaires d'une période. Portées sur la facture initiale, elles ne s'enregistrent pas : achats et ventes sont comptabilisés au net commercial. Accordées après coup, par facture d'avoir, elles vont au 609 chez l'acheteur et au 709 chez le vendeur.

Ce que montrent les sujets · Les correcteurs attendent la **définition exacte**, la **formule**, le **calcul posé** et l'**écriture équilibrée**. Révisez en priorité les fiches C3 (TVA), C5 (stocks), C6 (amortissements), C8 (CAF), C9 (affectation), C10 (FR et BFR) et C11 (seuil de rentabilité).

FIN DU PACK · COMPTABILITÉ ET ANALYSE FINANCIÈRE

Et maintenant, à vous !

Relisez les pièges de chaque fiche, refaites les questions ratées quelques jours plus tard, puis entraînez-vous sur les sujets officiels en temps réel. La régularité compte plus que la durée : un peu chaque jour vaut mieux qu'une longue séance la veille.

LE JOUR J : LA LISTE À COCHER

- ☐ **Votre convocation.** Imprimée, avec l'adresse exacte du centre d'examen. Repérez le trajet la veille.
- ☐ **Une pièce d'identité.** En cours de validité : sans elle, l'accès à la salle peut être refusé.
- ☐ **Le matériel autorisé.** Stylos à encre noire ou bleue, de rechange. Vérifiez sur la convocation si la calculatrice est admise.
- ☐ **Une montre.** Pour suivre votre plan : 45 minutes pour le QCM, 1 h 15 pour les QRC.

LA COLLECTION COMPLÈTE

Le tronc commun AD, QCM et oral réunis	**Analyse de dossier** Épreuve écrite n° 1	**Connaissances générales** QCM de l'épreuve n° 2
Français QCM de l'épreuve n° 2	**Mathématiques et raisonnement logique** QCM de l'épreuve n° 2	**Sciences économiques et sociales** Option QRC
Comptabilité et analyse financière Option QRC	**Droit** Option QRC	**Mathématiques** Option QRC
Histoire, géographie, géopolitique Option QRC	**Oral d'admission** Épreuve d'admission	

UNE ERREUR, UNE QUESTION ?

Si vous repérez une erreur ou un point à préciser, écrivez à **contact@lessentiel-concours.fr** : chaque signalement améliore la prochaine version.

PARTAGEZ-LE

Ce document est gratuit. Vous pouvez le transmettre librement à d'autres candidats, sans le modifier ni le vendre (licence CC BY-NC-ND 4.0).

L'Essentiel Concours

Ici... on va à l'essentiel. Bon courage !
Initiative indépendante : ce document n'est pas une publication officielle de la DGFiP.